

**LOIS,
ARRÊTÉS ET ACTES DU GOUVERNEMENT**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA
CULTURE FRANÇAISE ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE ET DE LA CULTURE NÉERLANDAISE

27 JUILLET 1971. — Loi sur le financement et le contrôle
des institutions universitaires (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Financement des dépenses d'investissement
des institutions universitaires

CHAPITRE Ier. — Modifications à la loi du 22 avril 1958

Article 1er. Le titre de la loi du 22 avril 1958 portant création d'un fonds de constructions scolaires et para-scolaires de l'Etat; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat, est remplacé par le titre suivant :

« Loi portant création d'un fonds des constructions scolaires et para-scolaires de l'Etat et portant certaines mesures relatives aux installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaires totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat ».

Art. 2. L'article 9 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Pour l'application des articles 9bis à 17 de la présente loi, sont considérées :

1° comme institutions universitaires totalement financées aux frais de l'Etat, les institutions universitaires suivantes :

- a) « Rijksuniversiteit te Gent »;
- b) « Université de l'Etat à Liège »;
- c) « Université de l'Etat à Mons », à l'exception de l'Ecole d'interprètes internationaux »;
- d) « Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen » à l'exception du « Hoger Instituut voor vertalers en tolken »;
- e) « Faculté agronomique de l'Etat à Gembloux »;

f) « Faculté polytechnique de Mons », si elle est intégrée à l'« Université de l'Etat à Mons »;

2° comme institutions universitaires partiellement financées aux frais de l'Etat, les institutions universitaires suivantes :

- a) « Universitaire Instelling Antwerpen »;
- b) « Faculté polytechnique de Mons », dans l'éventualité de son association à l'« Université de l'Etat à Mons ».

Art. 3. Un article 9bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 9bis. § 1er. Les crédits annuels affectés aux opérations imputant directement à l'acquisition, la construction, l'extension, la transformation et la modernisation des installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat, sont virés à un article spécial inscrit à la section particulière du budget sous le libellé :

Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat. »

(1) Session 1970-1971.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants, n° 1043. — Projet, n° 667 du 15 juillet 1971.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 20 juillet 1971.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1043 (1970-1971) n° 1 du 2 juillet 1971. — Amendements, n° 2 et 3. — Rapport, n° 4.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 15 juillet 1971.

**WETTEN,
BESLUITEN EN AKTEN DER REGERING**

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDER-
LANDSE CULTUUR EN MINISTERIE VAN NATIONALE
OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR

27 JULI 1971. — Wet op de financiering en de controle
van de universitaire instellingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze groet.
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen
volgt :

TITEL I. — Financiering van de investeringsuitgaven
der universitaire inrichtingen

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in de wet van 22 april 1958

Artikel 1. De titel van de wet van 22 april 1958 tot oprichting van een Fonds voor schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het Rijk en van een Fonds voor hoger onderwijsgebouwen en studentenverblijven van het Rijk, wordt door de volgende titel vervangen :

« Wet tot oprichting van een Fonds voor schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het Rijk en houdende sommige maatregelen betreffende de onroerende installaties in de inrichtingen voor universitair onderwijs die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat ».

Art. 2. Artikel 9 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 9. Voor de toepassing van de artikelen 9bis tot 17 van deze wet worden beschouwd :

1° als universitaire inrichting die geheel op kosten van de Staat gefinancierd wordt, de volgende universitaire inrichtingen :

- a) de « Rijksuniversiteit te Gent »;
- b) de « Université de l'Etat à Liège »;
- c) de « Université de l'Etat à Mons », met uitzondering van de « Ecole d'interprètes internationaux »;
- d) het « Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen », met uitzondering van het « Hoger Instituut voor vertalers en tolken »;
- e) de « Faculté des sciences agronomiques de l'Etat à Gembloux ».

f) de « Faculté polytechnique de Mons » indien zij geïntegreerd wordt in de « Université de l'Etat à Mons »;

2° als universitaire inrichting die gedeeltelijk op kosten van de Staat gefinancierd wordt, de volgende universitaire inrichtingen :

- a) de « Universitaire Instelling Antwerpen »;
- b) de « Faculté polytechnique de Mons », indien zij met de « Université de l'Etat à Mons » geassocieerd wordt. »

Art. 3. Een artikel 9bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

Art. 9bis. § 1. De jaarlijkse kredieten, aangewend voor de verrichtingen die rechtstreeks bijdragen tot de verwerving, de oprichting, de uitbreiding, de verbouwing en de modernisering van de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de inrichtingen voor universitair onderwijs welke geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat, worden gestort op een speciaal artikel dat op de afzonderlijke sectie van de begroting ingeschreven wordt onder de volgende benaming :

Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de inrichtingen voor universitair onderwijs die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat. »

(1) Zitting 1970-1971.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp overgemaakt door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1043. — Ontwerp, nr. 667 van 15 juli 1971.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 juli 1971.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 1043 (1970-1971) nr. 1 van 2 juli 1971. — Amendementen, nrs. 2 en 3. — Verslag, nr. 4.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 15 juli 1971.

§ 2. Les subventions annuelles affectées aux opérations contribuant directement à l'acquisition, la construction, l'extension, la transformation et la modernisation des installations immobilières de caractère social dans les institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat sont visées à un article spécial inscrit à la section particulière du budget sous le libellé : « Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire ».

Elles figurent à cet article sous un littéra 1, intitulé : « Institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat. — Installations immobilières de caractère social ».

Art. 4. L'article 10 de la même loi, modifié par la loi du 1er août 1960 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. § 1er. Chaque institution d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financée, aux frais de l'Etat, soumet à l'approbation du Ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions, le programme, établi par ordre de priorité, des opérations visées à l'article 9bis qu'elle compte effectuer.

Ce programme est approuvé par le Ministre endéans les trois mois de son dépôt s'il respecte les normes fixées en vertu de l'article 10bis et si sa réalisation n'entraîne pour l'Etat aucun dépassement des moyens financiers qu'il procure à l'institution, en vertu de la présente loi. Passé ce délai, ce programme est réputé approuvé.

Le Roi détermine, dans l'arrêté pris en exécution de l'article 10bis, les données et les justifications à fournir à l'appui de ce programme.

§ 2. Dans le cadre de ce programme, chaque institution d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financée aux frais de l'Etat arrête les plans définitifs ainsi que l'acte de désignation des expropriations, acquisitions et travaux à effectuer. »

Art. 5. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 10bis inséré dans la même loi par la loi du 16 juillet 1970 :

1. à l'alinéa 1er, les mots « les investissements financés par le Fonds » sont remplacés par les mots « les investissements totalement ou partiellement financés aux frais de l'Etat »;

2. l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante : « Sauf dérogation accordée par lui, les investissements financés sans l'intervention de l'Etat doivent répondre aux mêmes normes »;

3. à l'alinéa 3, les mots « d'une université de l'Etat » sont remplacés par les mots « d'une institution d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financée aux frais de l'Etat »; les mots « à cette université de l'Etat » sont remplacés par les mots « à cette institution ».

Art. 6. L'article 11 de la même loi, modifié par les lois des 1er août 1960 et 9 avril 1965, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1er. Sous réserve des conditions particulières prévues dans le présent article, les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat, passent leurs marchés de travaux, y compris de fournitures et de services, se rapportant aux opérations visées à l'article 9bis, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur pour les marchés passés au nom de l'Etat.

Les pouvoirs attribués au Ministre dans la législation et la réglementation relatives aux marchés passés au nom de l'Etat sont exercés par les organes compétents en la matière en vertu des dispositions organiques et statutaires de ces institutions.

§ 2. Ces institutions sont, avant de passer leurs marchés sur appel d'offres ou de gré à gré, dispensées de prendre l'avis prévu par les articles 48 et 51 de l'arrêté royal du 14 octobre 1964 relatif aux marchés passés au nom de l'Etat.

§ 3. Ces institutions sont tenues d'appliquer, dans les mêmes conditions que l'Etat, le cahier général des charges des marchés de l'Etat ainsi que les dispositions régissant l'agrégation des entrepreneurs. »

§ 2. De jaarlijkse toelagen, aangewend voor de verrichtingen die rechtstreeks bijdragen tot de verwerving, de oprichting, de uitbreiding, de verbouwing en de modernisering van de onroerende installaties met sociale doeleinden in de universitaire inrichtingen de geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat, worden gestort op een speciaal artikel dat op de afzonderlijke sectie van de begroting ingeschreven wordt onder de volgende benaming : « Toelagen voor de onroerende installaties in de inrichtingen voor universitair onderwijs ».

Zij komen op dat artikel voor onder een littéra 1, die luidt als volgt : « Inrichtingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat. — Onroerende installaties met sociale doeleinden. »

Art. 4. Artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 1 augustus 1960, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 10. § 1. Elke inrichting voor universitair onderwijs welke geheel of gedeeltelijk gefinancierd wordt op kosten van de Staat, legt ter goedkeuring aan de Minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort, het programma voor, opgesteld volgens prioriteitsorde, van de verrichtingen, bedoeld in artikel 9bis, die zij voornemens is uit te voeren.

Dit programma wordt, binnen drie maanden na zijn neerlegging, door de Minister goedgekeurd indien het de krachtens artikel 10bis vastgestelde normen eerbiedigt en indien zijn verwezenlijking voor de Staat geen overschrijding meebrengt van de financiële middelen die hij krachtens deze wet aan de instelling verschafft. Eenmaal deze termijn verstreken, wordt het programma geacht te zijn goedgekeurd.

De Koning bepaalt, in het besluit genomen ter uitvoering van artikel 10bis, de gegevens en de verantwoording die moeten voorgelegd worden tot staving van dat programma.

§ 2. In het raam van dat programma stelt elke inrichting voor universitair onderwijs die geheel of gedeeltelijk gefinancierd wordt op kosten van de Staat, de definitieve plannen vast alsmede de akte welke de onteigeningen, verwervingen en uit te voeren werken aanduidt. »

Art. 5. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 10bis, ingevoegd in dezelfde wet door de wet van 16 juli 1970 :

1. in het eerste lid worden de woorden « de door het Fonds gefinancierde investeringen » vervangen door de woorden « de investeringen die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat »;

2. het tweede lid wordt met de volgende zin aangevuld : « Behoudens door hem toegestane afwijking, moeten de investeringen welke gefinancierd worden zonder de bijdrage van de Staat, aan dezelfde normen voldoen »;

3. in het derde lid worden de woorden « van een Rijksuniversiteit » vervangen door de woorden « van een inrichting voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd wordt op kosten van de Staat »; worden de woorden « aan die Rijksuniversiteit » vervangen door de woorden « aan die inrichting ».

Art. 6. Artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd door de wetten van 1 augustus 1960 en 9 april 1965, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 11. § 1. Behoudens bijzondere voorwaarden bepaald in dit artikel, sluiten de inrichtingen voor universitair onderwijs die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat, hun overeenkomsten voor aanneming van werken, met inbegrip van leveringen en diensten, welke betrekking hebben op de verrichtingen bedoeld in artikel 9bis, volgens de wettelijke en reglementaire bepalingen die gelden voor de overeenkomsten gesloten voor rekening van de Staat.

De bevoegdheden toegekend aan de Minister in de wetgeving en de reglementering over de overeenkomsten gesloten voor rekening van de Staat, worden uitgeoefend door de organen welke terzake bevoegd zijn krachtens de organieke en statutaire bepalingen van deze inrichtingen.

§ 2. Deze instellingen zijn, vooraleer hun overeenkomsten door offerteaanvraag of onderhands af te sluiten, vrijgesteld het advies in te winnen bedoeld bij de artikelen 48 en 51 van het koninklijk besluit van 14 oktober 1964 betreffende het sluiten van overeenkomsten voor rekening van de Staat.

§ 3. Deze inrichtingen zijn ertoe gehouden onder dezelfde voorwaarden als de Staat, het algemeen lastenkohier van de overeenkomsten van de Staat alsmede de bepalingen die de erkenning der aannemers regelen, toe te passen. »

Art. 7. L'article 12 de la même loi, modifié par les lois du 1er août 1960 et du 9 avril 1965, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. § 1er. Le conseil d'administration est chargé des acquisitions et de l'exécution des travaux dans les universités de l'Etat.

A cette fin, et sans préjudice des dispositions de l'article 11 de la présente loi, il :

- 1° choisit les architectes et les entrepreneurs, ainsi que les autres techniciens, en vue des différentes études à effectuer;
- 2° conclut avec eux les contrats appropriés et leur donne les directives sur la manière dont les travaux doivent être exécutés, notamment en ce qui concerne l'établissement des plans et des cahiers des charges;
- 3° met les travaux en adjudication et les adjuge;
- 4° surveille l'exécution des travaux et effectue leur réception;
- 5° dispose, dans les limites et conditions fixées par les lois et règlements, des crédits affectés aux travaux décidés.

Toutefois, à la demande du conseil d'administration, le Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions assume tout ou partie de ces tâches.

§ 2. Le Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions est chargé, pendant cinq ans, des acquisitions et des travaux à effectuer pour le « Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen » et l'« Universitaire Instelling Antwerpen ».

Il est chargé des acquisitions et des travaux à effectuer pour la « Faculté des sciences agronomiques de l'Etat à Gembloux », jusqu'à ce que cette faculté ait choisi l'Université de l'Etat à laquelle elle sera incorporée.

Il assume à cette fin les tâches énumérées au § 1er, alinéa 2. »

Art. 8. A l'article 13, alinéa 1er, de la même loi, modifié par les lois des 9 avril 1965 et 24 juillet 1969, les mots « à l'article 9, a et b » sont remplacés par les mots « à l'article 9bis ».

Art. 9. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 15 de la même loi, modifié par les lois des 1er août 1960, 9 avril 1965 et 16 juillet 1970 :

1° à l'alinéa 1er, première phrase, les mots « Le Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat dispose des revenus suivants » sont remplacés par les mots : « Le Ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions, dispose des revenus suivants. »

2° le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante : « L'Etat supporte à charge des ressources ci-dessus mentionnées les obligations antérieurement souscrites, pour ce qui concerne l'enseignement supérieur, à la charge du Fonds des constructions scolaires et universitaires de l'Etat et du Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. »

Art. 10. A l'article 15bis de la même loi, inséré par la loi du 16 juillet 1970, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er, première phrase, les mots « Le Fonds des constructions de l'enseignement universitaire de l'Etat » sont remplacés par les mots « Le Ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions »;

2° à l'alinéa 3, les mots « l'acquisition » sont insérés après les mots « contribuant directement à » et avant les mots « la construction »;

3° à l'alinéa 4, les mots « par le Fonds » sont supprimés.

Art. 11. Un article 16bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 16bis. Le Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat est supprimé.

Par dérogation à toute disposition légale ou réglementaire, le Roi nomme les membres du personnel de ce Fonds dans des emplois de l'administration ou des services de l'Etat, dans les institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat ou les institutions d'intérêt public classées dans la catégorie A par la loi du 16 mars 1954.

Excepté pour l'administration de l'Etat, ces nominations se font en concertation avec l'institution concernée.

Les nominations garantissent aux intéressés un grade et une situation pécuniaire qui équivalent à ceux dont ils bénéficiaient lors de la suppression du Fonds.

Les services rendus au Fonds susvisé entrent en considération pour l'octroi des augmentations de traitement, pour la mise à la pension et le calcul des pensions de retraite et de survie.

Art. 7. Artikel 12 van dezelfde wet, gewijzigd door de wetten van 1 augustus 1960 en 9 april 1965, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 12. § 1. De raad van beheer is belast met de verwervingen en met de uitvoering van de werken in de rijksuniversiteiten.

Te dien einde, en onverminderd de bepalingen van artikel 11 van deze wet, heeft hij de volgende bevoegdheden :

1° hij kiest de architecten en de aannemers, alsmede de andere technici met het oog op de verschillende te maken studies;

2° hij sluit met hen de gepaste contracten en geeft hun de richtlijnen nopens de wijze waarop de werken moeten uitgevoerd worden, inzonderheid wat betreft het opmaken van de plannen en van de lastenkohieren;

3° hij stelt de werken in aanbesteding en wijst ze toe;

4° hij houdt toezicht over de uitvoering van de werken en neemt ze in oplevering;

5° hij beschikt, binnen de perken en de voorwaarden door de wetten en reglementen vastgesteld, over de kredieten aangewend voor de werken waarover beslist werd.

Op aanvraag evenwel van de raad van beheer, neemt de Minister tot wiens bevoegdheid de openbare werken behoren, deze taken geheel of gedeeltelijk op zich.

§ 2. De Minister tot wiens bevoegdheid de openbare werken behoren, wordt gedurende vijf jaar belast met de verwervingen en de werken uit te voeren voor het « Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen » en de « Universitaire Instelling Antwerpen ».

Hij is belast met de verwervingen en de werken uit te voeren voor de « Faculté des sciences agronomiques de l'Etat à Gembloux » tot op het ogenblik waarop deze faculteit de rijksuniversiteit gekozen heeft waarin zij zal geïncorporeerd worden.

Te dien einde neemt hij de taken, opgesomd in § 1, lid 2, op zich. »

Art. 8. In artikel 13, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd door de wetten van 9 april 1965 en 24 juli 1969 worden de woorden « in artikel 9, a en b » vervangen door de woorden « in artikel 9bis ».

Art. 9. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 15 van dezelfde wet, gewijzigd door de wetten van 1 augustus 1960, 9 april 1965 en 16 juli 1970 :

1° in het eerste lid worden de woorden « Het Fonds voor hoger onderwijsgebouwen en studentenverblijven van het Rijk beschikt over de volgende inkomsten » : vervangen door de woorden : « De minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort, beschikt over de volgende inkomsten. »

2° het laatste lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De Staat draagt ten laste van de hierboven vermeldde inkomsten, de verbintenissen die vroeger voor hoger onderwijs onderschreven werden, voor rekening van het Fonds voor schoolgebouwen en universitaire gebouwen van de Staat en van het Fonds voor hoger onderwijsgebouwen en studentenverblijven van het Rijk. »

Art. 10. In artikel 15bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 16 juli 1970, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, eerste zin, worden de woorden « Het Fonds voor universitaire onderwijsgebouwen van de Staat » vervangen door de woorden « De Minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort »;

2° in het derde lid worden de woorden « de verwerving » ingevoegd na de woorden « die rechtstreeks bijdragen tot » en vóór de woorden « de oprichting »;

3° in het vierde lid worden de woorden « door het Fonds » geschrapt.

Art. 11. Een artikel 16bis luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 16bis. Het Fonds voor hoger onderwijsgebouwen en studentenverblijven van het Rijk wordt opgeheven.

Bij afwijking van iedere wettelijke of reglementaire bepaling benoemt de Koning de personeelsleden van dit Fonds in betrekkingen bij de administratie of bij diensten van de Staat van de onderwijsinstellingen voor universitair onderwijs die geheel of gedeeltelijk door de Staat gefinancierd worden of naar de bij de wet van 16 maart 1954 in de categorie A gerangschikte instellingen van openbaar nut.

Behalve voor de rijksadministratie gebeuren deze benoemingen in overleg met de betrokken instelling.

De benoemingen waarborgen aan betrokkenen een graad en een pecuniaire toestand, gelijkwaardig aan deze waarvan zij genoten bij de opheffing van het Fonds.

De diensten in bovenbedoeld Fonds bewezen, komen voor de toekenning van de weddeverhogingen, voor de pensioenstelling en de berekening van de rust- en overlevingspensioenen in aanmerking.

Art. 10. Un article 6ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 6ter. Les dispositions de l'article 10 de la loi du 22 avril 1958, portant création d'un Fonds de constructions scolaires et parascolaires de l'Etat et portant certaines mesures concernant les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat, sont d'application pour les programmes d'investissements des institutions énumérées à l'article 6, 1er alinéa. »

Art. 17. Un article 6quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 6quater. Les institutions énumérées à l'article 6, premier alinéa, passent les marchés de travaux, de fournitures et de services conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi précitée du 22 avril 1958. »

Art. 18. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 8bis inséré dans la même loi par la loi du 16 juillet 1970 :

1. à l'alinéa 1er, le mot « quarante » est remplacé par le mot « cinquante »;
2. à l'alinéa 6 :

- a) le mot « quarante » est remplacé par le mot « cinquante »;
- b) les mots « à l'Universitair Centrum Limburg » sont insérés après les mots « Vrije Universiteit Brussel » et avant les mots « et aux autres établissements confessionnels libres d'enseignement supérieur »;
- c) les mots « l'acquisition » sont insérés après les mots « contribuant directement à » et avant les mots « la construction »;

3. à l'alinéa 7, les mots : « Universitaire Centrum Limburg : 40 000 000 de francs » sont insérés après les mots « Vrije Universiteit Brussel : 255 000 000 de francs » et avant les mots « Autres établissements confessionnels libres d'enseignement supérieur : 100 000 000 de francs ».

Art. 19. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 8ter inséré dans la même loi par la loi du 16 juillet 1970 :

1. à l'alinéa 1er, le mot « quarante » est remplacé par les mots « quarante-trois »; les mots « Universitair Centrum Limburg » sont insérés après les mots « Vrije Universiteit Brussel » et avant les mots « et les autres établissements confessionnels libres d'enseignement universitaire »;
2. à l'alinéa 2, les mots : « Universitair Centrum Limburg : 56 000 000 de francs » sont ajoutés après les mots « Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles : 16 000 000 de francs ».

Art. 20. Un article 8quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 8quater. Les subventions annuelles prévues aux articles 6, 8bis et 8ter sont virées à l'article spécial, de la section particulière du budget mentionné au § 2 de l'article 9bis de la loi du 22 avril 1958. Elles figurent à cet article, selon les cas, sous un littéra 2 intitulé : « Universités libres ou autres institutions universitaires libres — installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche » ou sous un littéra 2 intitulé : « Universités libres ou autres institutions universitaires libres — installations immobilières de caractère social. »

Art. 21. A l'article 9bis, inséré par la loi du 9 avril 1965 et modifié par la loi du 24 juillet 1969, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1er, les mots « article 1er » sont remplacés par les mots « article 6 »;
2. l'article est complété par les dispositions suivantes :
« A la demande des mêmes universités et établissements d'enseignements supérieur, le Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions assume, aux conditions fixées par le Roi, tout ou partie des tâches requises pour l'exécution des travaux nécessaires à l'accomplissement des opérations décrites à l'article 6, alinéa 2.

Toutefois, le Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions est chargé, pendant cinq ans, des acquisitions et des travaux pour lesquels aucun contrat n'a encore été conclu avec un architecte ou un entrepreneur, à effectuer pour les « Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen ». Il assume à cette fin les tâches énumérées à l'article 12, § 1er de la loi du 22 avril 1958. »

Art. 16. In dezelfde wet wordt een artikel 6ter ingevoegd dat luidt als volgt :

« Art. 6ter. De voorschriften van artikel 10 van de wet van 22 april 1958 tot oprichting van een Fonds voor schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het Rijk en houdende sommige maatregelen betreffende de onroerende installaties in de inrichtingen voor universitair onderwijs welke geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat, zijn van toepassing op de investeringsprogramma's van de in artikel 6, eerste lid, opgesomde inrichtingen. »

Art. 17. In dezelfde wet wordt een artikel 6quater ingevoegd dat luidt als volgt :

« Art. 6quater. De in artikel 6, eerste lid, opgesomde inrichtingen, sluiten de overeenkomsten voor aanneming van werken, leveringen en diensten af overeenkomstig de voorschriften van artikel 11 van de voormelde wet van 22 april 1958. »

Art. 18. Volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 8bis, in dezelfde wet ingevoegd door de wet van 16 juli 1970 :

1. in het eerste lid wordt het woord « veertig » vervangen door het woord « vijftig »;
 2. in lid 6 :
- a) het woord « veertig » wordt vervangen door het woord « vijftig »;
 - b) de woorden, het « Universitair Centrum Limburg » worden ingevoegd na de woorden « Vrije Universiteit Brussel » en vóór de woorden « en de andere vrije confessionele inrichtingen voor hoger onderwijs »;
 - c) de woorden « de verwerving » worden ingevoegd na de woorden « welke rechtstreeks bijdragen tot » en vóór de woorden « de oprichting »;

3. in lid 7 worden de woorden « Universitair Centrum Limburg : 40 000 000 frank » ingevoegd na de woorden « Vrije Universiteit Brussel : 255 000 000 frank » en vóór de woorden « Andere vrije confessionele inrichtingen voor hoger onderwijs : 100 000 000 F ».

Art. 19. Volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 8ter in dezelfde wet ingevoegd door de wet van 16 juli 1970 :

1. in het eerste lid wordt het woord « veertig » vervangen door het woord « drieënveertig »; de woorden het « Universitair Centrum Limburg » worden ingevoegd na de woorden « Vrije Universiteit Brussel » en vóór de woorden « en de andere vrije confessionele inrichtingen voor universitair onderwijs »;
2. in lid 2 worden de woorden : « Universitair Centrum Limburg : 56 000 000 frank » toegevoegd na de woorden : « Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius te Brussel : 16 000 000 frank ».

Art. 20. Een artikel 8quater luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 8quater. De jaarlijkse toelagen bedoeld in de artikels 6, 8bis en 8ter worden gestort op het speciaal artikel van de afzonderlijke sectie van de begroting vermeld in § 2 van artikel 9bis van de wet van 22 april 1958. Zij komen voor op dit artikel, volgens het geval, onder een littéra 2 betiteld « Vrije Universiteiten of andere vrije universitaire inrichtingen — onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek » of onder een littéra 3 betiteld : « Vrije Universiteiten of andere vrije universitaire inrichtingen — onroerende installaties met sociale doeleinden ». »

Art. 21. In artikel 9bis ingevoegd bij de wet van 9 april 1965 en gewijzigd bij de wet van 24 juli 1969, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid, worden de woorden « artikel 1 » vervangen door de woorden « artikel 6 »;
2. het artikel wordt aangevuld met de volgende bepalingen :
« Op verzoek van dezelfde universiteiten en inrichtingen voor hoger onderwijs, neemt de Minister tot wiens bevoegdheid de openbare werken behoren onder de voorwaarden vastgesteld door de Koning, de taken vereist voor de uitvoering van de werken welke noodzakelijk zijn voor het vervullen van de verrichtingen beschreven in artikel 6, lid 2, geheel of gedeeltelijk op zich.

Nochtans is de Minister tot wiens bevoegdheid de openbare werken behoren, gedurende vijf jaar belast met de verwervingen en met de werken uit te voeren voor de « Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen », waarvoor nog geen enkele overeenkomst gesloten werd met een architect of aannemer. Te dien einde neemt hij de taken opgesomd in artikel 12, § 1, van de wet van 22 april 1958 op zich. »

22. Un article 9quater, rédigé comme suit, est inséré dans la loi :

« 9quater. Chaque année, avant le 31 mars, le Ministre de l'enseignement universitaire dans ses attributions rend compte aux Chambres de l'exécution des articles 6 à 9ter de la présente loi. »

HAPITRE III. — Modifications à la loi du 28 avril 1953

23. A l'article 55ter, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, inséré par la loi du 27 avril 1965 et modifié par la loi du 16 juillet 1970, les dispositions suivantes sont apportées :

l'alinéa 1er, les mots « à la construction, à la modernisation, à l'agrandissement et à l'aménagement des immeubles » sont remplacés par les mots : « à l'acquisition, la construction, l'extension, la transformation et la modernisation des installations immobilières destinées » ;

l'alinéa 4 est complété par la disposition suivante : « Elle est valable pendant quarante-trois années, lorsque les prêts sont consentis en application de l'alinéa 6 du présent article » ;

l'alinéa 6, les mots « ainsi que pour l'Universitaire Instelling Antwerpen » sont insérés après les mots « et du Centre universitaire de l'Etat » et avant les mots « en faveur des opérations » ; les mots « Universitaire Instelling Antwerpen : 112 000 000 francs » sont ajoutés après les mots : « Centre universitaire de l'Etat : 40 000 000 de francs » ;

est ajouté un alinéa 7 rédigé comme suit : « Avant le 31 mars de chaque année, avant le 31 mars, le Ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions rend compte aux Chambres de l'exécution du présent article. »

HAPITRE IV. — Modifications à la loi du 16 juillet 1970

24. A l'article 10, 1° et 2°, de la loi du 16 juillet 1970 relative au financement des investissements universitaires, les mots « et de l'Etat » sont insérés après les mots « contribuant directement » et avant les mots « la construction ».

TITRE II. — Financement des dépenses ordinaires des institutions universitaires

HAPITRE I. — Financement des dépenses de fonctionnement

25. Dans les limites et selon les modalités réglées par le présent titre, l'Etat contribue, par des allocations annuelles, au financement des dépenses de fonctionnement des institutions universitaires ci-après :

- « Vrije Universiteit Brussel » ;
- « Université libre de Bruxelles » ;
- « Rijksuniversiteit te Gent » ;
- « Katholieke Universiteit te Leuven » ;
- « Université catholique de Louvain » ;
- « Université de l'Etat à Liège » ;
- « Université de l'Etat à Mons » à l'exception de l'« Ecole d'interprètes internationaux » ;
- « Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen » à l'exception du « College voor ontwikkelingslanden » et du « Hoger Instituut voor vertalers en tolken » ;
- « Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen » ;
- « Universitaire Instelling Antwerpen » ;
- « Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles — Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius te Brussel » ;
- « Faculté des sciences agronomiques de l'Etat à Gembloux » à condition que cette Faculté soit incorporée à une université de

- « Universitair Centrum Limburg » ;
- « Faculté polytechnique de Mons » ;
- « Faculté universitaire catholique de Mons » ;
- « Facultés universitaires N.-D. de la Paix à Namur ».

26. Sont couvertes par les allocations annuelles les dépenses de fonctionnement d'administration, d'enseignement et de recherche, en ce compris les équipements mobiliers.

Elles ne sont pas couvertes par ces allocations :

- les charges de pension et d'éméritat ;
- les dépenses sociales en faveur des étudiants ;
- les charges financières résultant des investissements ;
- les dépenses éventuelles occasionnées par l'exploitation des usines et hôpitaux universitaires, autres que celles dues à l'enseignement et à la recherche.

Art. 22. In dezelfde wet wordt een artikel 9quater ingevoegd dat luidt als volgt :

« Art. 9quater. Jaarlijks, vóór 31 maart, geeft de Minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort, aan de Kamers rekenschap van de uitvoering van de artikelen 6 tot 9ter van deze wet. »

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in de wet van 28 april 1953

Art. 23. In artikel 55ter van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, ingevoegd bij de wet van 9 april 1965 en gewijzigd door de wet van 16 juli 1970, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid worden de woorden « tot de oprichting, de modernisering, de uitbreiding en de geschiktmaking van de onroerende goederen bestemd » vervangen door de woorden « tot de verwerving, de oprichting, de uitbreiding, de verbouwing en de modernisering van de onroerende installaties bestemd » ;

2. lid 4 wordt aangevuld met de volgende bepaling : « Hij mag drieënveertig jaar bereiken, wanneer de leningen toegestaan worden bij toepassing van lid 6 van dit artikel » ;

3. in lid 6 worden de woorden « alsook voor de Universitaire Instelling Antwerpen » ingevoegd na de woorden « en het Rijksuniversitair Centrum » en vóór de woorden « ten behoeve van de verrichtingen » ; de woorden « Universitaire Instelling Antwerpen 112 000 000 frank » worden toegevoegd na de woorden « Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen : 40 000 000 frank » ;

4. een lid 7 wordt toegevoegd dat luidt als volgt : « Jaarlijks, vóór 31 maart, geeft de Minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort, aan de Kamers rekenschap van de uitvoering van dit artikel. »

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen in de wet van 16 juli 1970

Art. 24. In artikel 10, 1° en 2°, van de wet van 16 juli 1970 betreffende de financiering van de universitaire investeringen worden de woorden « de verwerving » ingevoegd na de woorden « welke rechtstreeks bijdragen tot » en vóór de woorden « de oprichting ».

TITEL II. — Financiering van de gewone uitgaven van de universitaire inrichtingen

HOOFDSTUK I. — Financiering van de werkingsuitgaven

Art. 25. Binnen de perken en volgens de modaliteiten bepaald door deze titel, draagt de Staat bij, met jaarlijkse uitkeringen, in de financiering van de werkingsuitgaven van de hierna vermelde universitaire inrichtingen :

- a) de « Vrije Universiteit Brussel » ;
- b) de « Université libre de Bruxelles » ;
- c) de « Rijksuniversiteit te Gent » ;
- d) de « Katholieke Universiteit te Leuven » ;
- e) de « Université catholique de Louvain » ;
- f) de « Université de l'Etat à Liège » ;
- g) de « Université de l'Etat à Mons » met uitzondering van de « Ecole d'interprètes internationaux » ;
- h) het « Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen » met uitzondering van het « College voor ontwikkelingslanden » en het « Hoger Instituut voor vertalers en tolken » ;
- i) de « Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen » ;
- j) de « Universitaire Instelling Antwerpen » ;
- k) de « Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles — Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius te Brussel » ;
- l) de « Faculté des Sciences agronomiques de l'Etat à Gembloux » tot deze Faculteit wordt ingelijfd bij een Rijksuniversiteit ;
- m) het « Universitair Centrum Limburg » ;
- n) de « Faculté polytechnique de Mons » ;
- o) de « Faculté universitaire catholique de Mons » ;
- p) de « Facultés universitaires N.-D. de la Paix à Namur ».

Art. 26. Door de jaarlijkse uitkeringen worden gedekt : de gewone uitgaven van beheer, van onderwijs en van onderzoek, daarin begrepen de roerende uitrustingen.

Door deze uitkeringen zijn niet gedekt :

- 1° de pensioens- en emeritaatslasten ;
- 2° de sociale uitgaven ten voordele van de studenten ;
- 3° de financiële lasten voortkomend uit de investeringen ;
- 4° de eventuele uitgaven veroorzaakt door de exploitatie van academische klinieken en ziekenhuizen, buiten de uitgaven voor onderwijs en onderzoek.

Art. 27. § 1er. Pour l'application du présent titre, le nombre d'étudiants régulièrement inscrits à une institution universitaire est déterminé comme suit :

Entre en considération pour la détermination de ce nombre d'étudiants, une seule inscription par étudiant, régulièrement prise au rôle d'une institution universitaire au cours de l'année académique précédant l'exercice budgétaire, en vue de suivre effectivement les cours, travaux et exercices de programmes organisés pour l'obtention des grades académiques délivrés par cette institution.

Sur proposition des Ministres qui ont l'enseignement universitaire dans leurs attributions, le Roi arrête :

1° la liste des grades académiques qui sont pris en considération pour la détermination du nombre d'étudiants;

2° les conditions supplémentaires à respecter pour la détermination de ce nombre;

3° les modalités selon lesquelles la réalité des données fournies par les institutions est vérifiée.

Sur proposition des Ministres qui ont l'enseignement universitaire et la politique scientifique dans leurs attributions, le Roi arrête les formes dans lesquelles ces données et les statistiques qui s'y rapportent sont annuellement publiées par la Fondation universitaire.

§ 2. On entend par « taux d'encadrement », le rapport existant entre le nombre total des membres du personnel enseignant et du personnel scientifique participant à l'enseignement, exprimé en % correspondant à des fonctions à temps plein, d'une part, et le nombre total d'étudiants, d'autre part.

Art. 28. Pour le calcul de l'allocation de fonctionnement, les programmes d'études sont groupés en cinq orientations d'études de la façon suivante :

Groupe A. — Les candidatures, licences et doctorats en philosophie et lettres, droit, sciences politiques, sociales et économiques, psychologie, pédagogie, sciences économiques appliquées, sciences commerciales, sciences religieuses;

Groupe B. — Les candidatures, licences ou grades et doctorats en physique, chimie, mathématiques, biologie, géologie, minéralogie, géographie.

Les candidatures en médecine, pharmacie, dentisterie, éducation physique, sciences vétérinaires, sciences agronomiques, sciences polytechniques;

Groupe C. — Les licences, grades et doctorats en médecine, pharmacie, dentisterie, éducation physique, sciences polytechniques;

Groupe D. — Les licences (vétérinaires) et doctorats en sciences vétérinaires;

Groupe E. — Les licences (ingénieurs agronomes) et doctorats en sciences agronomiques.

Les enseignements non mentionnés sont classés dans l'une de ces orientations par arrêté royal publié au *Moniteur belge*.

Art. 29. Pour chacune des orientations d'études, le Roi arrête annuellement, sur proposition des Ministres qui ont l'enseignement universitaire et la politique scientifique dans leurs attributions, le coût forfaitaire par étudiant, compte tenu :

1° d'un taux d'encadrement de 1/14 dans l'orientation d'études du groupe A, de 1/9 dans l'orientation d'études du groupe B, de 1/6 dans l'orientation d'études du groupe C, de 1/5 dans l'orientation d'études du groupe D et de 1/4 dans l'orientation d'études du groupe E;

2° de l'évolution du coût moyen des membres du personnel enseignant et scientifique, établi sur la base de deux membres du personnel académique pour trois membres du personnel scientifique ainsi que de l'évolution du coût moyen des membres du personnel administratif et technique et des autres frais de fonctionnement.

Art. 30. § 1er. Sous réserve de ce qui est dit aux §§ 2 et 3, l'allocation annuelle de fonctionnement attribuée à chaque institution universitaire est égale, pour chaque orientation d'études, au coût forfaitaire par étudiant multiplié par le nombre d'étudiants inscrits dans cette orientation au 1er février de l'année précédente.

§ 2. Lorsque le nombre d'étudiants inscrits dans une orientation d'études ou dans une subdivision de cette orientation est inférieur au nombre-plancher déterminé comme il est dit à l'article 31, l'allocation de fonctionnement est attribuée pour un nombre d'étudiants égal à ce nombre-plancher.

§ 3. Lorsque le nombre d'étudiants inscrits dans une orientation d'études ou dans une subdivision de cette orientation est supérieur au nombre-plafond déterminé comme il est dit à l'article 32, l'allocation de fonctionnement est réduite de moitié, pour le nombre

Art. 27. § 1. Voor de toepassing van deze titel, is het aantal regelmatig aan een universitaire inrichting ingeschreven studenten bepaald als volgt :

Voor het bepalen van dit aantal studenten komt per student in aanmerking één enkele regelmatige inschrijving op de rol van een universitaire inrichting tijdens het academiejaar dat het begrotingsjaar voorafgaat met het oog op het werkelijk volgen van de cursussen, werken en oefeningen van de programma's georganiseerd voor het bekomen van de academische graden toegekend door die inrichtingen.

Op de voordracht van de Ministers tot wier bevoegdheid het universitair onderwijs behoort, bepaalt de Koning :

1° de lijst van de academische graden welke in aanmerking worden genomen voor het bepalen van het aantal studenten;

2° de bijkomende voorwaarden, na te leven voor het bepalen van dit aantal;

3° de modaliteiten volgens welke de echtheid van de door de inrichtingen verstrekte gegevens wordt onderzocht.

Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheid het universitair onderwijs en het wetenschapsbeleid behoren, bepaalt de Koning de vormen waarin deze gegevens en de desbetreffende statistieken jaarlijks worden gepubliceerd door de Universitaire Stichting.

§ 2. Onder « studiebegeleidingsnorm » wordt verstaan, de verhouding welke bestaat tussen het totaal aantal leden van het onderwijzend personeel en van het wetenschappelijk personeel dat deelneemt aan het onderwijs, uitgedrukt in éénheden overeenstemmend met volledige functies, enerzijds, en het totaal aantal studenten, anderzijds.

Art. 28. Voor de berekening van de werkingssuitering worden de studieprogramma's in vijf studierichtingen gegroepeerd als volgt :

Groep A. — De candidaturen, licenties en doctoraten in letteren en wijsbegeerte, rechten, politieke, sociale en economische wetenschappen, psychologie, pedagogie, toegepaste economische wetenschappen, handelswetenschappen, godsdienstwetenschappen;

Groep B. — De candidaturen, licenties of graden en doctoraten in natuurkunde, scheikunde, wiskunde, biologie, geologie, delfstofkunde, aardrijkskunde.

De kandidaturen in geneeskunde, farmacie, tandheelkunde, lichamelijke opvoeding, diergeneeskundige wetenschappen, landbouwwetenschappen; polytechnische wetenschappen;

Groep C. — De licenties, graden en doctoraten in geneeskunde, farmacie, tandheelkunde, lichamelijke opvoeding, polytechnische wetenschappen;

Groep D. — De licentiaten (veeartsen) en de doctoraten in de diergeneeskundige wetenschappen;

Groep E. — De licentiaten (landbouwingenieurs) en de doctoraten in de landbouwwetenschappen.

De niet vermelde onderwijsopdrachten worden bij koninklijk besluit gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, gerangschikt in één dezer studierichtingen.

Art. 29. Op de voordracht van de Ministers, tot wier bevoegdheid het universitair onderwijs en het wetenschapsbeleid behoren, bepaalt de Koning jaarlijks en voor elke studierichting, de forfaitaire kostprijs per student, rekening houdend :

1° met een studiebegeleidingsnorm van 1/14 in de studierichtingen van groep A, van 1/9 in de studierichtingen van groep B, van 1/6 in de studierichtingen van groep C, van 1/5 in de studierichting van groep D en van 1/4 in de studierichting van groep E;

2° met de evolutie van de gemiddelde kostprijs van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel, vastgesteld op basis van twee leden van het academisch personeel voor drie leden van het wetenschappelijk personeel, alsook met de evolutie van de gemiddelde kostprijs van de leden van het administratief en technisch personeel en van de andere werkingkosten.

Art. 30. § 1. Onder voorbehoud van hetgeen bepaald wordt in de §§ 2 en 3, is de jaarlijkse werkingstoelage verleend aan elke universitaire inrichting, voor elke studierichting, gelijk aan de forfaitaire kostprijs per student vermenigvuldigd met het aantal studenten ingeschreven in deze richting op 1 februari van het voorgaande jaar.

§ 2. Wanneer het aantal studenten ingeschreven in een studierichting of in een onderverdeling van deze richting, lager is dan het minimumbasiscijfer vastgesteld overeenkomstig artikel 31, wordt de werkingstoelage toegekend voor een studentenaantal gelijk aan dit minimumbasiscijfer.

§ 3. Wanneer het aantal studenten ingeschreven in een studierichting of in een onderverdeling van deze richting, hoger is dan het maximumcijfer vastgesteld overeenkomstig artikel 32, wordt de

étudiants qui dépasse ce plafond, en ce qui concerne les dépenses relatives au personnel administratif et technique et les autres dépenses de fonctionnement.

Art. 31. § 1er. Pour les institutions universitaires mentionnées à l'article 25, a à f, le nombre-plancher visé à l'article 30, § 2, est fixé de la manière suivante :

a) la répartition des étudiants entre les trois orientations d'études mentionnées à l'article 23 est relevée pour les étudiants, comptés comme il est dit à l'article 27, § 1er, de l'ensemble de ces institutions;

b) cette répartition est ensuite reportée sur une population théorique totale de 5 000 étudiants.

Le nombre-plancher applicable à chaque orientation d'études de ces institutions est, pour la première fois, le suivant :

Orientation d'études	Répartition des étudiants %	Nombre-plancher d'étudiants
A	46,6	2 330
B	37,6	1 880
C	15,8	790
Total	100	5 000

Les nombres-plancher sont revus tous les trois ans et pour la première fois pour l'année académique 1973-1974.

§ 2. Pour les institutions universitaires mentionnées à l'article 25, a à p, le nombre-plancher visé à l'article 30, § 2, est fixé comme suit :

Orientation d'études	Subdivisions de l'orientation d'études	Minimumbasiscijfer der studenten			
		par année de candidature effectivement organisée	par année de licence ou doctorat effectivement organisée	pour l'ensemble d'un cycle de candidature effectivement organisé	pour l'ensemble d'un cycle de licence ou doctorat effectivement organisé
A	Onderverdeling van de studierichting	per effectief georganiseerd kandidaatsjaar	per effectief georganiseerd licentie- of doctoraatsjaar	voor het geheel van een effectief georganiseerde cyclus van kandidaturen	voor het geheel van een effectief georganiseerde cyclus van licenties of van doctoraten
	1. Droit — Rechten	100	200	200	600
B	2. Philosophie et lettres, psychologie, pédagogie — Wijsbegeerte en letteren, psychologie, pedagogie	100	200	200	400
	3. Sciences politiques, sociales et économiques — Politieke, sociale en economische wetenschappen	100	200	200	400
	4. Sciences économiques appliquées, sciences commerciales — Toegepaste economische wetenschappen, handelswetenschappen	100	200	200	400
	(avec taux d'encadrement du B)			200	400
C	5. Sciences — Wetenschappen	100	200	200	400
	6. Polytechnique — Polytechniek	100	200	200	400
	7. Sciences agronomiques — Landbouwwetenschappen	100	200	200	400
	8. Sciences vétérinaires — Diergeneeskundige wetenschappen	100	200	200	400
D	(avec taux d'encadrement du B)			300	600
	(met omkaderingsnorm van B)			300	600
E	9. Médecine, pharmacie, dentisterie, éducation physique — Geneeskunde, farmacie, tandheelkunde, behoudelijke opvoeding	100	200	300	600
	10. Polytechnique — Polytechniek		200	200	600
F	11. Sciences agronomiques — Landbouwwetenschappen		200	200	600
	12. Sciences vétérinaires — Diergeneeskundige wetenschappen		200	600	600

werkingsoelage tot de helft verminderd voor het aantal studenten boven de drempel voor wat betreft de uitgaven voor het administratief en technisch personeel en de andere werkingsuitgaven.

Art. 31. § 1. Voor de universitaire inrichtingen vermeld in artikel 25, a tot f, wordt het minimumbasiscijfer bedoeld in artikel 30, § 2, vastgesteld als volgt :

a) de indeling van de studenten van de gezamenlijke inrichtingen over de drie in artikel 23 vermelde studierichtingen geschiedt volgens de in artikel 27, § 1, bepaalde berekeningswijze;

b) deze indeling wordt vervolgens overgedragen op een totale theoretische bevolking van 5 000 studenten.

Het minimumbasiscijfer toepasselijk op elke studierichting van deze inrichtingen is, voor de eerste keer, de volgende :

Studierichtingen	Indeling van de studenten %	Minimumbasiscijfer studenten
A	46,6	2 330
B	37,6	1 880
C	15,8	790
Totaal	100	5 000

Het minimumbasiscijfer wordt om de drie jaar herzien, en voor de eerste keer voor het academiejaar 1973-1974.

§ 2. Voor de in artikel 25, g tot p, vermelde universitaire inrichtingen, wordt het in artikel 30, § 2, bedoelde minimumbasiscijfer vastgesteld als volgt :

Nombre-plancher d'étudiants

Minimumbasiscijfer der studenten

Art. 32. § 1er. Pour les institutions universitaires mentionnées à l'article 25, a à f, le nombre-plafond visé à l'article 30, § 3, est égal, pour chaque orientation d'études, à la moyenne du nombre d'étudiants inscrits, le 1er février de l'année précédente, dans l'orientation d'études correspondante de ces institutions.

§ 2. Pour les institutions universitaires mentionnées à l'article 25, g à p, le nombre-plafond visé à l'article 30, § 3, est égal, pour chaque subdivision d'études, au double du nombre-plancher prévu pour cette subdivision.

Art. 33. Lors de la fixation des revenus nets des institutions universitaires, il n'est pas tenu compte du solde des allocations annuelles disponibles en fin d'année — à condition que ce solde conserve la même destination.

Le Ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions peut toutefois permettre qu'une autre destination soit donnée à ce solde.

Art. 34. La Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les éléments constitutifs des recettes et des dépenses du patrimoine des institutions universitaires.

L'excédent des recettes sur les dépenses, diminué, des abattements fixés par le Roi dans le même arrêté, constitue le revenu net du patrimoine.

Le montant de ce revenu net est déduit de l'allocation de fonctionnement.

Lorsque les dépenses résultant des charges légales et des conventions conclues avant le 1er juillet 1971 excèdent les recettes du patrimoine, la différence est ajoutée à l'allocation de fonctionnement.

Art. 35. Lorsque l'allocation de fonctionnement, diminué du revenu net du patrimoine, est inférieure au montant des crédits inscrits pour le fonctionnement d'une institution au budget déposé pour 1971, ce montant lui est garanti.

Le même montant, annuellement ajusté comme il est prévu à l'article 29, 2°, reste garanti à cette institution jusqu'à ce que l'application intégrale des dispositions qui précèdent lui assure un montant supérieur.

Art. 36. L'allocation de fonctionnement est mise à la disposition de chaque institution universitaire, par douzième, le premier de chaque mois.

Une avance de fonds, égale au douzième du total de l'allocation de fonctionnement, est accordée, le premier de chaque mois, aux comptables des institutions universitaires de l'Etat. La justification de l'emploi de ces avances se fait annuellement, conformément aux dispositions de l'article 43, § 2.

CHAPITRE II

Financement des éméritats et pensions du personnel enseignant

Art. 37. Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 30 juillet 1879 relative à l'éméritat pour les professeurs de l'enseignement supérieur, modifiée par les lois des 26 février 1923, 9 avril 1965, 7 avril 1971 et 17 juin 1971 :

1. Un article 5bis, rédigé comme suit, est inséré dans cette loi :

« Art. 5bis. A partir du 1er juillet 1971, les membres du personnel enseignant nommés avant le 1er juillet 1971 à la « Vrije Universiteit Brussel », à la « Université libre de Bruxelles », à la « Katholieke Universiteit te Leuven », à la « Université catholique de Louvain », aux « Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen », à la « Universitaire Instelling Antwerpen », aux « Facultés universitaires St-Louis à Bruxelles - Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius te Brussel », à la « Universitair Centrum Limburg », à la « Faculté polytechnique de Mons », à la « Faculté universitaire catholique de Mons », aux « Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, à Namur » et à la « Faculté de Théologie protestante de Bruxelles » bénéficient, dans les limites fixées aux articles 4 et 5ter, des dispositions des articles 1 à 4. »

2. Un article 5ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 5ter. Les personnes qui ont obtenu le droit à l'éméritat suite à l'article 1er et l'article 5bis, conservent ce droit en cas de nomination, après le 1er juillet 1971, auprès d'une autre institution universitaire. »

Art. 32. § 1. Voor de in artikel 25, a tot f, vermelde universitaire inrichtingen is het maximumcijfer bedoeld in artikel 30, § 3, voor elke studierichting gelijk aan het gemiddeld aantal studenten ingeschreven in de overeenkomstige studierichting van deze inrichtingen op 1 februari van het voorgaande jaar.

§ 2. Voor de in artikel 25, g tot p, vermelde universitaire inrichtingen is het maximumcijfer bedoeld in artikel 30, § 3, voor elke studieonderverdeling, gelijk aan het dubbel van het minimumbasiscijfer bepaald voor deze onderverdeling.

Art. 33. Bij het vaststellen van de netto-inkomsten van de universitaire inrichtingen wordt geen rekening gehouden met het saldo van de jaarlijkse uitkeringen dat op het einde van het jaar beschikbaar is — op voorwaarde dat dit saldo zijn bestemming behoudt.

De Minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort, kan echter toestaan dat aan dit saldo een andere bestemming wordt gegeven.

Art. 34. De Koning bepaalt, bij besluit overlegd in Ministerraad, de samenstellende elementen van de ontvangsten en van de uitgaven van het patrimonium van de universitaire inrichtingen.

Het overschot van de ontvangsten op de uitgaven, verminderd met de door de Koning bij hetzelfde besluit bepaalde aftrek, vormt de netto-inkomsten van het patrimonium.

Het bedrag van deze netto-inkomsten wordt afgetrokken van de werkingsuitkering.

Wanneer de uitgaven voortkomende van wettelijke lasten en van overeenkomsten gesloten vóór de 1e juli 1971 de inkomsten van het patrimonium overschrijden wordt het verschil toegevoegd aan de werkingsstoelagen.

Art. 35. Wanneer de werkingsuitkering, verminderd met de netto-inkomsten van het patrimonium, lager is dan het bedrag der kredieten, uitgetrokken voor de werking van een inrichting op de neergelegde begroting voor 1971, wordt dit bedrag haar gewaarborgd.

Hetzelfde bedrag, jaarlijks aangepast zoals bepaald in artikel 29, 2°, blijft voor deze inrichting gewaarborgd tot wanneer de integrale toepassing van de voorafgaande bepalingen haar een hoger bedrag waarborgt.

Art. 36. De werkingsuitkering wordt, de eerste van elke maand, per twaalfde ter beschikking gesteld van elke universitaire inrichting.

Een geldvoorschot, gelijk aan het twaalfde van het totaal der werkingstoelage, wordt de eerste van elke maand, toegekend aan de rekenplichtigen van de Rijksuniversitaire inrichtingen. De verantwoording van het gebruik van deze voorschotten geschiedt jaarlijks overeenkomstig de bepalingen van artikel 43, § 2.

HOOFDSTUK II

Financiering van de emeritaten en pensioenen van het onderwijzend personeel

Art. 37. De volgende wijzigingen worden aangebracht in de wet van 30 juli 1879 betreffende het emeritaat voor de leraren van het hoger onderwijs, gewijzigd door de wetten van 26 februari 1923, 9 april 1965, 7 april 1971 en 17 juni 1971 :

1. In deze wet wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5bis. Binnen de perken vastgesteld in de artikelen 4 en 5ter genieten de leden van het onderwijzend personeel benoemd vóór 1 juli 1971 bij de « Vrije Universiteit Brussel », bij de « Université libre de Bruxelles », bij de « Katholieke Universiteit te Leuven », bij de « Université catholique de Louvain », bij de « Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen », bij de « Universitaire Instelling Antwerpen », bij de « Facultés universitaires St-Louis à Bruxelles - Universitaire Faculteiten Sint-Aloysius te Brussel », bij het « Universitair Centrum Limburg », bij de « Faculté polytechnique de Mons », bij de « Faculté universitaire catholique de Mons », bij de « Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur », en bij de « Faculteit voor Protestantse godgeleerdheid te Brussel » met ingang van 1 juli 1971, het voordeel van de bepalingen van de artikelen 1 tot 4. »

2. In dezelfde wet wordt een artikel 5ter ingevoegd dat luidt als volgt :

« Art. 5ter. De personen die ingevolge artikel 1 en artikel 5bis het recht op emeritaat bekomen hebben, behouden dit recht bij benoeming, na 1 juli 1971, aan een andere universitaire instelling. »

L'article 5quater, rédigé comme suit, est inséré dans la loi :

« Art. 5quater. Les professeurs et autres personnes mentionnées à l'article 1er, nommés à partir du 1er juillet 1971, sont soumis à l'article 1er de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, sauf les dispositions particulières suivantes :

« La durée minimum de vingt années de services admissibles, à l'âge de 65 ans, par l'article 1er de ladite loi, n'est pas exigée si les intéressés comptent quinze années de services académiques.

« Une année de service académique entre, dans la liquidation de la pension, à raison de 1/30e du traitement moyen servant de base au calcul de celle-ci.

« Il est fait application, le cas échéant, des dispositions de l'article 5quinquies, alinéa 1er. »

Un article 5quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans la loi :

« Art. 5quinquies. Pour l'application de la présente loi, sont pris en considération au titre de services académiques, tant pour l'ouverture du droit pour que le calcul de la pension de retraite que pour le service, les services rendus dans des fonctions d'enseignement à partir du 1er juillet 1971, dans les établissements visés à l'article 5bis, § 1er, ainsi que dans les institutions d'enseignement supérieur auxquelles ces établissements ont été substitués.

« Les dispositions de l'article 114 de la loi du 14 février 1961 sur la pension économique, de progrès social et de redressement financier ne sont pas applicables aux personnes nommées à ces fonctions avant le 1er janvier 1961. »

L'article 3, alinéa 2, dernière phrase, de la même loi, est abrogé à la date du 1er juillet 1971.

Les membres du personnel enseignant visés à l'article 5bis, § 1er, à partir du 1er juillet 1971, bénéficient des mêmes dispositions.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les conditions qui seront mises à charge des institutions visées au présent article, en contrepartie des engagements souscrits par elles en application du même article.

« Art. 33. A partir du 1er juillet 1971, il est accordé annuellement une subvention égale à la charge financière effectivement supportée par chaque institution pour le service de ces pensions, en application de son règlement en vigueur à la date du 1er janvier 1971.

Le Roi détermine les pièces que chaque institution doit fournir à l'établissement de la subvention. Il fixe les modalités de son application.

Le Roi détermine les conditions selon lesquelles la dispense de payer ces droits, frais et rétributions est accordée.

« Art. 40. Pour chacune des orientations d'études mentionnées à l'article 28 ainsi que pour l'administration générale, les institutions universitaires fixent, par décision de leur conseil d'administration, le cadre de leur personnel académique, scientifique, administratif et technique rémunéré à charge de l'allocation de fonctionnement, allocation majorée du revenu net du patrimoine.

« Le recrutement ne peut se faire en dehors des limites de ce cadre. »

3. In dezelfde wet wordt een artikel 5quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5quater. Da professoren en de andere personen vermeld onder artikel 1, benoemd vanaf 1 juli 1971, zijn onderworpen aan de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, behoudens de volgende bijzondere bepalingen :

« Het vereiste minimum van twintig jaar aanvaardbare diensten, op de ouderdom van 65 jaar, ingevolge artikel 1 van genoemde wet, wordt niet vereist wanneer de belanghebbenden vijftien jaar academische diensten tellen.

« Ieder jaar van de academische diensten telt, bij de uitkering van het pensioen, naar rato van 1/30 van de gemiddelde wedde die geldt als basis voor de berekening.

« In voorkomend geval worden de bepalingen van artikel 5 quinquies, eerste lid, toegepast. »

4. Een artikel 5quinquies, luidend als volgt, wordt ingevoegd in dezelfde wet :

« Art. 5quinquies. Voor de toepassing van onderhavige wet worden in aanmerking genomen als academische diensten, zowel voor het bepalen van het recht als voor de berekening van het rust- en overlevingspensioen, de diensten geleverd in onderwijsfuncties vóór 1 juli 1971, in de instellingen bedoeld bij artikel 5bis, § 1, evenals die in de hogere onderwijsinstellingen, waardoor de vorige worden vervangen.

« De bepalingen van artikel 114 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, zijn niet van toepassing op personen benoemd in deze functies vóór 1 januari 1961. »

5. Artikel 3, tweede lid, laatste zin, van dezelfde wet, wordt opgeheven van 1 juli 1971 af.

« De bij artikel 5 bis bedoelde leden van het onderwijzend personeel, benoemd vanaf 1 juli 1971, genieten het voordeel van dezelfde bepalingen.

6. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de verplichtingen die ten laste van de in dit artikel bedoelde instellingen zullen gelegd worden als tegenprestaties voor de verbintenissen die door de Staat worden opgenomen in uitvoering van dit zelfde artikel.

« Met ingang van 1 juli 1971 wordt jaarlijks aan de « Vrije Universiteit Brussel », aan de « Université libre de Bruxelles », aan de « Katholieke Universiteit te Leuven », aan de « Université catholique de Louvain », aan de « Universitaire Faculteiten St-Ignatius te Antwerpen », aan de « Facultés universitaires St-Louis à Bruxelles - Universitaire Faculteiten St-Aloysius te Brussel », aan de « Faculté polytechnique de Mons », à la « Faculté universitaire catholique de Mons » et aux « Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur » une subvention exclusivement affectée aux services des pensions des membres du personnel enseignant des institutions, admis à la retraite avant le 1er juillet 1971.

« De toelage is gelijk aan de financiële last welke werkelijk door elke inrichting voor de dienst der pensioenen wordt gedragen bij toepassing van haar reglement dat op 1 januari 1971 van kracht is.

« De Koning stelt vast welke verantwoordingsstukken elke inrichting moet voorleggen voor de berekening van de toelage. Hij bepaalt de controlemodaliteiten.

CHAPITRE III

Obligations des institutions universitaires

« Art. 39. Pour toutes les institutions universitaires visées à l'article 28, le Roi fixe les mêmes conditions et les mêmes barèmes des droits d'inscription au rôle et aux cours, les frais d'examen, les rétributions pour les leçons de manipulation et d'opérations et pour les exercices d'application ainsi que les autres rétributions pour prestations de tout ordre effectuées par elles au bénéfice des étudiants.

« Le Roi détermine les conditions selon lesquelles la dispense de payer ces droits, frais et rétributions est accordée.

« Art. 40. Pour chacune des orientations d'études mentionnées à l'article 28 ainsi que pour l'administration générale, les institutions universitaires fixent, par décision de leur conseil d'administration, le cadre de leur personnel académique, scientifique, administratif et technique rémunéré à charge de l'allocation de fonctionnement, allocation majorée du revenu net du patrimoine.

« Le recrutement ne peut se faire en dehors des limites de ce cadre. »

HOOFDSTUK III

Verplichtingen van de universitaire inrichtingen

« Art. 39. Voor alle universitaire inrichtingen bedoeld in artikel 28 stelt de Koning dezelfde voorwaarden en dezelfde schalen vast voor de kosten van inschrijving op de rol en voor de cursussen, de examengelden, de retributies voor de lessen in de praktische werkzaamheden en bewerkingen en voor de toepassingsoefeningen, alsmede de andere retributies voor prestaties van elke aard die door hen worden uitgevoerd ten bate van de studenten.

« De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder vrijstelling van de betaling van deze rechten, kosten en retributies wordt verleend.

« Art. 40. Voor ieder van de studierichtingen vermeld in artikel 28 alsmede voor de algemene administratie, stellen de universitaire inrichtingen, bij beslissing van hun raad van beheer, het kader vast van hun academisch, wetenschappelijk, administratief en technisch personeel dat bezoldigd wordt ten laste van de werkings-toelage, toelage vermeerderd met de netto-inkomsten van het patrimonium.

« Geen enkele aanwerving mag gedaan worden buiten de perken van dit kader. »

Lorsque le cadre tel qu'il existe au 1^{er} juillet 1971 est supérieur au cadre découlant de l'application de la présente loi, il peut être maintenu dans ses limites, sous réserve toutefois qu'aucun engagement nouveau ou aucun remplacement ne peut être admis jusqu'à ce que l'application de la loi donne droit à un cadre égal ou supérieur. Les crédits nécessaires au paiement de ce cadre peuvent être ajoutés à l'allocation de fonctionnement si les règles de transfert admises par l'article 44 ne permettent pas d'y pourvoir.

Les barèmes de traitements sont fixés par la loi pour les membres du personnel enseignant et par le Roi pour les autres membres du personnel.

Le Roi détermine, sur la base des barèmes correspondants, les règles valables pour la fixation du traitement des membres du personnel qui exercent des fonctions dans deux ou plusieurs institutions universitaires.

Art. 41. Par décision de leur conseil d'administration, les institutions universitaires subventionnées par l'Etat fixent pour leur personnel un statut équivalent au statut fixé par les lois et les règlements pour le personnel des institutions universitaires de l'Etat.

Art. 42. § 1. Sous réserve des dispositions particulières du présent article, les institutions universitaires passent leurs marchés de travaux, de fournitures et de services se rapportant aux dépenses ordinaires visées par la présente loi, de la manière et suivant la procédure en vigueur pour les marchés passés au nom de l'Etat.

Les pouvoirs attribués au Ministre, dans la réglementation de l'Etat sont exercés par les organes compétents en la matière en vertu des dispositions organiques et statutaires de ces institutions.

§ 2. Lorsque ces institutions choisissent l'adjudication publique ou restreinte, il ne peut être dérogé aux règles relatives au choix de l'entrepreneur qu'en vertu d'une décision du Ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions.

§ 3. Ces institutions sont, avant de passer leurs marchés sur appel d'offres ou de gré à gré, dispensés de prendre l'avis prévu par les articles 48 et 51 de l'arrêté royal du 14 octobre 1964 relatif aux marchés passés au nom de l'Etat.

§ 4. Les institutions universitaires sont tenues d'appliquer, dans les mêmes conditions que l'Etat, le cahier général des charges des marchés de l'Etat.

§ 5. En ce qui concerne leurs besoins didactiques et scientifiques, les institutions universitaires peuvent conclure des marchés de gré à gré pour l'achat de matériel scientifique, quel que soit le prix de ce matériel.

Elles peuvent, de même, conclure des contrats de gré à gré, pour une durée maximum de cinq ans, pour l'impression de publications scientifiques, quel que soit le montant de ces contrats.

Art. 43. § 1. Chaque année, avant le 31 mars, le Ministre ayant l'enseignement universitaire dans ses attributions communique aux institutions universitaires les éléments constitutifs, visés à l'article 29, de l'allocation de fonctionnement pour l'exercice suivant.

Dans les deux mois de cette communication, le conseil d'administration de chaque institution universitaire fixe le budget des dépenses ordinaires de l'institution pour l'exercice suivant et les moyens d'y faire face.

Ce budget reçoit, dans les trois mois de son dépôt l'approbation du Ministre qui à l'enseignement universitaire dans ses attributions, s'il respecte les règles fixées par les §§ 3 et 4 et celles fixées en vertu du § 5. Passé ce délai, il est réputé approuvé.

Il est joint en annexe au budget du Ministère de l'Education nationale.

§ 2. Chaque année, avant le 31 mars, le conseil d'administration de chaque institution universitaire établit les comptes de l'exercice budgétaire précédent.

Les comptes sont approuvés par le Ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions. Celui-ci, à l'intervention du Ministre ayant les finances dans ses attributions, transmet les comptes approuvés à la Cour des comptes pour contrôle et visa.

Cette Cour peut procéder sur place à un contrôle de la comptabilité et des opérations des institutions.

§ 3. Le conseil d'administration détermine chaque année, dans le budget ordinaire de l'institution, la part à prélever sur la partie de l'allocation de fonctionnement attribuée à chaque orientation d'études, en vue de couvrir les dépenses d'administration générale de l'institution.

Wanneer het kader zoals het bestaat op 1 juli 1971 het kader dat voortvloeit uit de toepassing van deze wet overtreft, kan het binnen deze grenzen behouden blijven onder voorbehoud nochtans dat geen enkele nieuwe aanwerving en geen enkele vervanging mag worden toegelaten totdat de toepassing van deze wet recht geeft op een gelijk of groter kader. De kredieten die nodig zijn voor de betaling van dit kader kunnen worden toegevoegd aan de werkingstoelagen indien de regels betreffende de overdracht voorzien in artikel 44, niet toelaten hierin te voorzien.

De weddeschalen worden door de wet vastgesteld voor de leden van het onderwijzend personeel en door de Koning voor de andere personeelsleden.

De Koning bepaalt, op basis van de overeenkomstige weddeschalen, de regels die gelden tot vaststelling van de wedde der personeelsleden die functies uitoefenen in twee of meer universitaire inrichtingen.

Art. 41. Bij beslissing van hun raad van beheer stellen de door de Staat gesubsidieerde universitaire inrichtingen, voor hun personeel, een statuut vast dat gelijkwaardig is aan het statuut vastgesteld door de wetten en reglementen voor het personeel van de universitaire inrichtingen van de Staat.

Art. 42. § 1. Onder voorbehoud van de bijzondere bepalingen van dit artikel, sluiten de universitaire instellingen voor de in deze wet bedoelde gewone uitgaven hun overeenkomsten voor aannemingen van werken, leveringen en diensten op de wijze en volgens de procedure die geldt voor de overeenkomsten gesloten voor rekening van de Staat.

De bevoegdheden die aan de Minister zijn toegekend in de reglementering van de Staat, worden uitgeoefend door de organen die daarvoor bevoegd zijn krachtens de organieke en statutaire bepalingen van die instellingen.

§ 2. Verkiezen de instellingen de openbare of beperkte aanbesteding, dan mag alleen van de regels inzake de keuze van de aannemer worden afgeweken krachtens een beslissing van de Minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort.

§ 3. Alvorens hun overeenkomsten ingevolge offerte-aanvragen of onderhands te sluiten, hoeven die universitaire instellingen niet te verzoeken om het advies bedoeld in de artikelen 48 en 51 van het koninklijk besluit van 14 oktober 1964 betreffende het sluiten van overeenkomsten voor rekening van de Staat.

§ 4. De universitaire instellingen zijn ertoe gehouden, onder dezelfde voorwaarden als de Staat, het algemeen lastenkohier van de overeenkomsten van de Staat toe te passen.

§ 5. Inzake didactische en wetenschappelijke behoeften kunnen de universitaire instellingen, voor de aankoop van wetenschappelijk materiaal, onverschillig de prijs ervan, onderhandse overeenkomsten sluiten.

Zij kunnen eveneens onderhandse overeenkomsten sluiten, voor een maximum duur van vijf jaar, voor het drukken van wetenschappelijke publicaties, onverschillig het bedrag van die contracten.

Art. 43. § 1. Ieder jaar vóór 31 maart deelt de Minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort, aan de universitaire inrichtingen de in artikel 29 bedoelde bestanddelen mede van de werkingstoelage voor het volgend dienstjaar.

Binnen twee maanden volgend op deze mededeling, stelt de raad van beheer van elke universitaire inrichting, de begroting vast van de gewone uitgaven van de inrichting voor het volgend dienstjaar, alsmede de middelen om in die uitgaven te voorzien.

Deze begroting bekomt, binnen de drie maanden na haar neerlegging, de goedkeuring van de Minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort indien zij de in §§ 3, 4 en de krachtens § 5 vastgestelde regels eerbiedigt. Eenmaal deze termijn verstreken, wordt zij geacht te zijn goedgekeurd.

Zij wordt als bijlage toegevoegd bij de begroting van het Ministerie van Nationale Opvoeding.

§ 2. Elk jaar, vóór 31 maart, stelt de raad van beheer van iedere universitaire inrichting, de rekeningen op van het voorgaand begrotingsjaar.

De rekeningen worden goedgekeurd door de Minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort; door bemiddeling van de Minister van Financiën stuurt hij de goedgekeurde rekeningen voor toezicht en visum naar het Rekenhof.

Dit Hof kan een toezicht ter plaatse op de comptabiliteit en de verrichtingen van de inrichtingen organiseren.

§ 3. De raad van beheer bepaalt elk jaar, in de gewone begroting van de inrichting, het aandeel dat moet vooraan genomen worden op het gedeelte van de werkingstoelage toegekend aan elke studierichting om de uitgaven van algemene administratie van de inrichting te dekken.

§ 4. En plus des dépenses d'administration générale, le budget de chaque orientation d'études :

a) les dépenses relatives au personnel académique et scientifique;

b) les dépenses relatives au personnel administratif et technique;

c) les autres dépenses de fonctionnement.

Pour chaque orientation d'études, les montants totaux relatifs à chacune des rubriques a, b et c, ci-dessus sont établis sur la base des éléments de calcul visés à l'article 29.

Les recettes et les dépenses du patrimoine, établies conformément à l'article 34, sont annexées au budget.

§ 5. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les règles complémentaires d'établissement et de présentation du budget et des comptes des institutions universitaires.

Art. 44. Aucun transfert des dépenses mentionnées à l'article 43, § 4, n'est autorisé sauf ceux entre les catégories b et c, si ce n'est après autorisation du Ministre dont relève l'institution. Cette autorisation est requise, qu'il s'agisse d'un transfert au sein d'une même orientation d'études ou entre orientations d'études différentes.

TITRE III. — Contrôle des institutions universitaires

Art. 45. § 1er. Sur proposition du Ministre dont l'institution en question relève, le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, un commissaire du gouvernement auprès de chaque institution universitaire, visée à l'article 25 de la loi.

Le même commissaire du gouvernement peut être nommé auprès de plusieurs institutions.

La fonction de commissaire du gouvernement est incompatible avec toute autre fonction dans une institution universitaire.

Sous réserve du respect des droits acquis, les commissaires du gouvernement sont nommés parmi les détenteurs de diplômes d'enseignement universitaire, justifiant d'une expérience utile de dix ans au moins; leur statut est fixé par le Roi; ce statut ne assure une situation pécuniaire équivalente à celle de professeur ordinaire à l'université.

§ 2. Les délégués du gouvernement auprès des institutions libres exercent les fonctions de commissaire du gouvernement. Ils ont le même statut.

§ 3. Le commissaire du gouvernement veille à ce que le conseil d'administration, le bureau permanent et tous les autres organes ayant reçu délégation du conseil ne prennent aucune décision qui soit contraire aux lois ou aux arrêtés et règlements en vertu de ces lois, ou qui puisse compromettre les finances de l'institution.

§ 4. Aux universités de l'Etat, toutes les questions figurant à l'ordre du jour sont de la compétence du commissaire du gouvernement et ce commissaire assiste à toutes les réunions.

Dans les autres institutions le délégué du gouvernement assiste aux réunions du conseil d'administration et du bureau permanent, ainsi qu'aux réunions des autres organes des institutions universitaires qui, par dérogation du conseil, ont à connaître des questions portées à l'ordre du jour et relevant de sa compétence.

Le commissaire du gouvernement reçoit l'ordre du jour complet des réunions, ainsi que tous les documents pour les points qui ressortissent à sa compétence. Il a voix consultative.

Il a le droit d'être entendu en tout temps par le conseil d'administration et les organes délégués, sur les questions qui concernent sa compétence; il a également le droit d'obtenir communication des dossiers soumis pour ces questions aux délibérations du conseil de ces organes. En outre, il reçoit copie, dans le délai de dix jours francs et ouvrables, de toutes les décisions prises par le conseil, ainsi que des décisions prises par délégation sur les questions qui concernent sa compétence.

Le commissaire du gouvernement fait au conseil d'administration toutes observations qu'il juge nécessaires dans le cadre de sa mission.

Les achats dépassant 50 000 F doivent être visés avant l'engagement par le commissaire du gouvernement. Le visa du commissaire du gouvernement porte sur la légalité et la régularité de l'opération, vérifie si l'imputation budgétaire est correcte et si le montant des crédits disponibles permet l'engagement de la somme engagée.

§ 4. Buiten de uitgaven van algemene administratie, precificeert de begroting voor elke studierichting :

a) de uitgaven betreffende het academisch en wetenschappelijk personeel;

b) de uitgaven betreffende het administratief en technisch personeel;

c) de andere werkingsuitgaven.

Voor elke studierichting worden de totale bedragen betreffende ieder van de hierbovenvermelde rubrieken a, b en c, opgevoerd op basis van de in artikel 29 bedoelde berekenings-elementen.

De ontvangsten en uitgaven van het patrimonium, vastgesteld overeenkomstig artikel 34, worden als bijlage aan de begroting toegevoegd.

§ 5. De Koning stelt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de aanvullende regels vast voor het opmaken en de vorm van de begroting en van de rekeningen der universitaire inrichtingen.

Art. 44. Geen overdracht van de in artikel 43, § 4, vermelde uitgaven is, behoudens deze tussen de categorieën b en c, toegelaten tenzij na machtiging van de Minister onder wie de inrichting ressorteert. Deze machtiging is vereist hetzij, zowel voor een overdracht in een zelfde studierichting als voor een overdracht tussen verschillende studierichtingen.

TITEL III. — Toezicht op de universitaire inrichtingen

Art. 45. § 1. Op de voordracht van de Minister onder wie de betrokken inrichting ressorteert, benoemt de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit, een regeringscommissaris bij elke universitaire inrichting bedoeld in artikel 25 van de wet.

Een zelfde regeringscommissaris kan bij verschillende inrichtingen benoemd worden.

Het ambt van regeringscommissaris is onverenigbaar met elk ander ambt in een universitaire inrichting.

Onder voorbehoud van de eerbiediging van de verworven rechten, worden de regeringscommissarissen benoemd onder de houders van een diploma van universitaire onderwijs die minstens vijf jaar nuttige ervaring hebben; hun statuut wordt door de Koning vastgesteld; dit statuut waarborgt hen een geldelijke toestand gelijkwaardig aan deze van gewoon hoogleraar aan de universiteit.

§ 2. De regeringsafgevaardigden bij de vrije instellingen oefenen de functie van regeringscommissaris uit. Zij genieten hetzelfde statuut.

§ 3. De regeringscommissaris waakt erover dat de raad van beheer, het permanent bureau en alle andere organen die machtsdelegatie hebben gekregen van de raad geen enkele beslissing nemen die strijdig zou zijn met de wetten of met de besluiten en reglementen genomen krachtens deze wetten of die de financiën van de instelling zou kunnen in het gedrang brengen.

Voor de rijksuniversiteiten behoren alle punten die op de agenda voorkomen tot de bevoegdheid van de regeringscommissaris; hij woont alle vergaderingen bij.

In de andere instellingen woont de regeringsafgevaardigde de vergaderingen van de raad van beheer en van het permanent bureau bij, alsmede de vergaderingen van de andere organen van de universitaire inrichtingen die bij delegatie van de raad kennis moeten nemen van de kwesties die op de agenda worden gebracht en waarvoor hij bevoegd is.

De regeringscommissaris ontvangt de volledige dagorde van de vergaderingen alsook alle documenten voor de punten die in zijn bevoegdheid vallen. Hij heeft raadgevende stem.

Hij heeft steeds het recht om door de raad van beheer en de gedelegeerde organen gehoord te worden voor de kwesties, die tot zijn bevoegdheid behoren; hij heeft eveneens het recht inzage te krijgen van de dossiers die voor deze kwesties voorgelegd worden aan de beraadslaging en beslissing van de raden van beheer of van deze organen. Hij ontvangt daarenboven binnen drie vrije werkdagen een afschrift van al de beslissingen genomen door de raad van beheer, alsmede van de beslissingen genomen per delegatie over de kwesties die zijn bevoegdheid treffen.

Hij maakt aan de raad van beheer alle opmerkingen die hij noodzakelijk acht in het raam van zijn opdracht.

De aankopen van meer dan 50 000 F dienen aan de regeringscommissaris vóór de vastlegging van de uitgaven ter visering voorgelegd te worden. Het visum van de regeringscommissaris heeft betrekking op de wettelijkheid en de regelmatigheid van de verrichting; daarbij wordt nagegaan of de aanrekening op de begroting juist is, en of de beschikbare kredieten de voorgenomen vastlegging mogelijk maken.

Le visa doit être donné dans un délai de cinq jours francs; passé ce délai il est considéré comme acquis.

Le refus éventuel du visa doit être motivé.

§ 4. Le commissaire du gouvernement exerce un recours auprès du Ministre dont il relève contre toute décision de l'institution universitaire qu'il estime contraire aux lois et aux arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois et, notamment, aux dispositions des articles 10bis et 11 de la loi du 22 avril 1958, 6bis et 6quater de la loi du 2 août 1960, ainsi que 34, 39 et 44 de la présente loi.

Ce recours est motivé. Il est exercé dans les trois jours francs et ouvrables, qui suivent la réception par le commissaire du gouvernement de la copie de la décision.

Le recours est notifié, dans le même délai, au conseil d'administration.

L'exécution de la décision est suspendue par le recours.

§ 5. Dans les trente jours du recours, le Ministre auprès duquel il a été introduit notifie, s'il y a lieu, au Conseil d'administration de l'institution universitaire que sa décision est contraire aux lois ou aux arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois. Cette notification est motivée. Le Ministre invite, dans le même acte, respectivement le Conseil d'administration et l'assemblée générale à prendre dans les trente jours une nouvelle décision, non entachée d'illegalité ou d'irrégularité, ou bien de retirer sa décision.

Si, à l'expiration de ce délai, aucune décision nouvelle n'a été prise, ou si le conseil d'administration n'a pas retiré sa décision, le Ministre prononce dans les vingt jours l'annulation de la décision, si celle-ci a été prise par le conseil d'administration d'une institution totalement ou partiellement financée aux frais de l'Etat. S'il s'agit d'une institution universitaire libre, le Ministre suspend, dans les vingt jours, l'octroi des subventions à l'institution en question.

La mesure, prise par le Ministre, est motivée et notifiée dans un délai de sept jours francs et ouvrables respectivement au Conseil d'administration et à l'assemblée générale de l'institution universitaire concernée.

Le recours éventuel au tribunal introduit par les institutions universitaires libres contre la mesure proposée, suspend l'exécution de cette mesure jusqu'à la décision définitive du tribunal.

La décision sort ses effets si, dans les trente jours du recours, l'un ou l'autre des Ministres auprès desquels il a été introduit, n'a pas fait usage des prérogatives définies par le présent § 4.

§ 6. Le Ministre ayant le Budget dans ses attributions désigne un délégué parmi les Inspecteurs des Finances accrédités auprès des Ministres qui ont l'Education nationale dans leurs attributions. A l'exception du visa prescrit au § 3, 4^e alinéa, ce délégué agit, en collaboration avec le commissaire du gouvernement, les mêmes fonctions que ce dernier pour toutes les décisions ayant une incidence budgétaire ou financière et ce, dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités.

TITRE IV. — Dispositions relatives à certains institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique

Art. 46. L'Etat contribue chaque année au financement des dépenses de fonctionnement des institutions suivantes :

- le « College voor Ontwikkelingslanden » du « Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen »;
- l'« Instituut voor Tropische Geneeskunde Prins Leopold te Antwerpen »;
- la « Faculté de théologie protestante de Bruxelles — Faculté pour Protestantse Godgeleerdheid te Brussel »;
- l'institution universitaire, prévue dans la Province de Luxembourg par l'article 22 de la loi d'expansion universitaire.

Pour cette dernière institution, des crédits d'investissements, ayant les mêmes effets de durée que ceux prévus par la loi du 16 juillet 1970, seront prévus par le Roi.

Art. 47. Aux conditions fixées par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, une subvention annuelle est accordée au « Fonds national de la Recherche scientifique ». Cette subvention représente 4,44 p.c. des crédits inscrits au titre des dépenses ordinaires du budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture en faveur des six universités mentionnées à l'article 25, a, à f.

Het visum moet binnen een termijn van vijf vrije dagen worden gegeven; eenmaal deze termijn verstreken, wordt het visum geacht gegeven te zijn.

Een eventuele weigering tot viseren moet met redenen omkleed zijn.

§ 4. De regeringscommissaris dient bij de Minister van wie hij afhangt, verhaal in tegen elke beslissing van de universitaire inrichting, die hij strijdig acht met de wetten en de krachtens deze wetten genomen reglementen en besluiten, inzonderheid met de bepalingen van de artikelen 10bis en 11, van de wet van 22 april 1958, 6bis en 6quater van de wet van 2 augustus 1960, en 34, 39, tot 44, van deze wet.

Dit verhaal wordt met redenen omkleed. Het wordt uitgeoefend binnen drie vrije werkdagen die volgen op de ontvangst door de regeringscommissaris van het afschrift van de beslissing.

Van dit verhaal wordt binnen dezelfde termijn kennis gegeven aan de raad van beheer.

De uitvoering van de beslissing wordt door het verhaal opgeschort.

§ 5. Binnen dertig dagen van het verhaal, geeft de Minister bij wie het verhaal werd ingediend, indien hiertoe aanleiding bestaat er aan de raad van beheer respectievelijk de algemene vergadering van de universitaire inrichting kennis van dat zijn beslissing strijdig is met de wetten of met de krachtens deze wetten genomen besluiten en reglementen. Deze kennisgeving wordt met redenen omkleed. De Minister verzoekt in dezelfde mededeling de raad van beheer respectievelijk de algemene vergadering binnen dertig dagen een nieuwe beslissing te treffen die niet onwettelijk is of onregelmatig, ofwel om de beslissing in te trekken.

Indien bij het verstrijken van deze termijn, geen enkele nieuwe beslissing werd genomen, spreekt de Minister binnen twintig dagen de vernietiging uit van de beslissing, indien deze genomen werd door de raad van beheer respectievelijk de algemene vergadering van een instelling die geheel of gedeeltelijk op kosten van de Staat gefinancierd wordt. Indien het gaat om een vrije universitaire instelling schorst de Minister binnen twintig dagen de toekenning van toelagen aan de betrokken instelling.

De door de Minister genomen maatregel is met redenen omkleed en wordt binnen een termijn van zeven vrije werkdagen ter kennis gebracht van de raad van beheer respectievelijk de algemene vergadering van de betrokken universitaire inrichting.

Het eventueel verhaal bij de rechtbank ingesteld door de betrokken vrije universitaire instellingen tegen de getroffen maatregel, schorst de uitvoering van deze maatregel op tot aan de definitieve uitspraak van het gerecht.

De beslissing heeft uitwerking indien, binnen dertig dagen van het verhaal, de ene of de andere van de Ministers, bij wie het verhaal werd ingediend, geen gebruik heeft gemaakt van de in deze § 4 bepaalde prerogatieven.

§ 6. De Minister die de Begroting onder zijn bevoegdheid heeft, wijst onder de inspecteurs van Financiën geaccrediteerd bij de Ministers die de Nationale Opvoeding onder hun bevoegdheid hebben, een afgevaardigde aan. Met uitzondering van het in § 3, 4^e lid, voorgeschreven visum oefent deze afgevaardigde in samenwerking met de regeringscommissaris, dezelfde functies uit als deze laatste, voor alle beslissingen die een budgettaire of financiële weerslag hebben en dit onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde modaliteiten.

TITEL IV. — Bepalingen betreffende sommige instellingen voor hoger en wetenschappelijk onderzoek

Art. 46. De Staat draagt ieder jaar bij de in de financiering van de werkingsuitgaven van de volgende inrichtingen :

- het « College voor Ontwikkelingslanden » van het « Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen »;
- het « Instituut voor Tropische Geneeskunde Prins Leopold te Antwerpen »;
- de « Faculté de théologie protestante de Bruxelles — Faculté voor Protestantse Godgeleerdheid te Brussel ».

d) de bij artikel 22 van de wet op de universitaire expansie bepaalde universitaire instelling in de provincie Luxemburg.

Voor deze instelling worden door de Koning investeringskredieten vastgelegd met dezelfde duur als die welke bepaald zijn bij de wet van 16 juli 1970.

Art. 47. Onder de voorwaarden vastgesteld bij een in Ministeraad overlegd koninklijk besluit, wordt een jaarlijkse toelage toegekend aan het « Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek ». Deze toelage vertegenwoordigt 4,44 p.c. van de kredieten, die als gewone uitgaven worden uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur ten behoeve van de zes universiteiten vermeld in artikel 25, a tot f.

TITRE V. — Dispositions transitoires et finales

Art. 48. Lorsqu'une des institutions mentionnées à l'article 25, a p, décide d'organiser pour la première fois, à partir de la session académique qu'elle invoque, une année d'études pour laquelle elle peut légalement prétendre à une allocation de fonctionnement, elle doit faire connaître sa décision au Ministre qui a le pouvoir de l'enseignement universitaire dans ses attributions avant le 1^{er} mars précédant cette ouverture.

Dans ce cas, l'allocation se rapportant à cette année d'études est due pour l'ensemble de l'exercice budgétaire correspondant.

Dans l'attente de l'ouverture de cet exercice budgétaire, l'institution peut, à sa demande, obtenir des avances.

La décision visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas suivie d'effets, les sommes indûment versées à l'institution donnent lieu à récupération selon les modalités fixées par le Roi.

Art. 49. A la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifiée par les lois des 1^{er} mars 1958, 1^{er} août 1960, 14 décembre 1960, 4 mars 1963, 1^{er} mars 1964, 6 juillet 1964, 9 avril 1965, 20 juin 1966, 16 juillet 1970 et 24 mars 1971, sont apportées les modifications suivantes :

1. A l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, les mots « sur proposition ou sur avis conforme du Conseil d'administration, le Roi » sont remplacés par les mots « le Conseil d'administration » ;
à l'article 50, alinéa 1^{er}, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Conseil d'administration » ;

2. A l'article 18, § 1, 6°, les mots « autres que ceux destinés à l'entretien des traitements » sont supprimés ;

L'article 18 est complété par la disposition suivante :

« Le Conseil d'administration peut, dans les mêmes conditions, déléguer à l'administrateur tout ou partie des pouvoirs qui lui sont attribués en vertu du § 1^{er}, 6°, du présent article ».

A l'article 50, alinéa 3, le mot « Il » est remplacé par les mots « le Roi ».

L'article 53 est remplacé par la disposition suivante :

Art. 53. Par dérogation à l'article 14 de la même loi, le paiement des dépenses à charge du budget ordinaire des institutions universitaires de l'Etat est dispensé du visa préalable de l'ordonnateur des comptes ».

Les articles 51, 57, 1^{er} alinéa, sont supprimés ;

Les articles 57, 2^e alinéa, 58 et 63 sont abrogés dès l'instant où le décret royal prévu aux articles 34 et 39 de cette loi les remplace.

Art. 50. A la loi du 7 avril 1971 portant création et fonctionnement de l'Université Instelling Antwerpen », l'article 11, § 1^{er}, 15° et les articles 26, 29, 32, 38 à 43 sont abrogés.

Art. 51. L'article 11, § 1^{er}, 15°, et les articles 24, 27, 30, 37 à 42 de la loi du 28 mai 1971 portant création et fonctionnement de l'Université Instelling Centrum Limburg » sont abrogés.

Art. 52. Dans la loi du 2 août 1960 relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, modifiée par les lois des 9 avril 1965, 24 juillet 1969, 28 mai 1970 et 16 juillet 1970 sont abrogées les dispositions suivantes :

les articles 1, 2 et 5 ;

l'article 3 ;

l'article 10.

Art. 53. Le Roi peut coordonner les dispositions des lois organiques du financement des institutions universitaires avec les dispositions que celles-ci auraient modifiées expressément ou implicitement au moment des coordinations.

A cette fin, il peut :

1. modifier l'ordre de succession, la numérotation des dispositions et les faire coordonner et, en général, modifier les textes dans leur formulation ;

2. mettre en concordance avec la numérotation nouvelle les références contenues dans les dispositions devant être coordonnées ;

3. sans infirmer les principes contenus dans les dispositions devant être coordonnées, en modifier la rédaction en vue d'assurer la concordance et d'uniformiser la terminologie.

TITEL V. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 48. Wanneer een van de in artikel 25, g tot p, vermelde inrichtingen beslist voor de eerste maal, met ingang van het academische jaar dat zij aanduidt, een studiejaar te organiseren waarvoor zij wettelijk aanspraak kan maken op een werkingstoelage, dient zij deze beslissing ter kennis te brengen van de Minister, die het universitaire onderwijs in zijn bevoegdheid heeft, vóór de 31^e maart die de opening voorafgaat.

In dit geval, is de toelage welke betrekking heeft op dit studiejaar aan de inrichting verschuldigd voor het geheel van het overeenstemmend budgettair dienstjaar.

Zonder de opening van dit budgettair dienstjaar af te wachten, kan de inrichting, op haar verzoek, voorschotten krijgen.

Indien de in het eerste lid bedoelde beslissing geen uitwerking heeft, worden de aan de inrichting ten onrechte gestorte bedragen teruggevorderd volgens de door de Koning vastgestelde modaliteiten.

Art. 49. In de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitaire onderwijs door de Staat, gewijzigd bij de wetten van 3 maart 1958, 1 augustus 1960, 14 december 1960, 4 maart 1963, 21 maart 1964, 6 juli 1964, 9 april 1965, 20 juni 1966, 16 juli 1970 en 24 maart 1971, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. In artikel 4, § 1, lid 2, worden de woorden « de Koning kan op voorstel of na eensluidend advies van de raad van beheer » vervangen door de woorden « de raad van beheer » ;

In artikel 50, lid 1, worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « de raad van beheer » ;

2. In artikel 18, § 1, 6°, worden de woorden « met uitzondering van die welke bestemd zijn voor de betaling van de wedden » geschrapt ;

Artikel 18 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« De Raad van beheer kan de bevoegdheden die hem zijn toegerekend krachtens § 1, 6°, van dit artikel, onder dezelfde voorwaarden, aan de administrateur geheel of gedeeltelijk overdragen » ;

3. In artikel 50, lid 3, wordt het woord « Hij » vervangen door de woorden « De Koning » ;

4. Artikel 53 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 53. In afwijking van artikel 14 van dezelfde wet, moet de betaling van de uitgaven ten laste van de gewone begroting van de universitaire inrichtingen van de Staat, niet vooraf geïnviseerd worden door het Rekenhof » ;

5. De artikelen 51, 57, eerste lid, worden geschrapt ;

De artikelen 57, tweede lid, 58 en 63, worden afgeschaft op het ogenblik dat het koninklijk besluit voorzien in de artikelen 34 en 39 van deze wet ze vervangt.

Art. 50. In de wet van 7 april 1971 houdende oprichting en werking van de Universitaire Instelling Antwerpen, worden het artikel 11, § 1, 15°, en de artikelen 26, 29, 32, 38 tot 43 opgeheven.

Art. 51. In de wet van 28 mei 1971, houdende oprichting en werking van het Universitair Centrum Limburg, worden het artikel 11, § 1, 15° en de artikelen 24, 27, 30, 37 tot 42 opgeheven.

Art. 52. In de wet van 2 augustus 1960 betreffende de tussenkomst van de vrije universiteiten en van diverse inrichtingen voor hoger onderwijs en voor wetenschappelijk onderzoek, gewijzigd bij de wetten van 9 april 1965, 24 juli 1969, 28 mei 1970 en 16 juli 1970, worden volgende bepalingen opgeheven :

1. de artikelen 1, 2 en 5 ;

2. artikel 3 ;

3. artikel 10.

Art. 53. De Koning kan de bepalingen van de organieke wetten over de financiering van de universitaire inrichtingen coördineren met de bepalingen welke deze, op het tijdstip van de coordinaties, uitdrukkelijk of impliciet zouden gewijzigd hebben.

Daartoe kan hij :

1. de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen ;

2. de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen ;

3. zonder afbreuk te doen aan de beginselen welke in de te coördineren bepalingen vervat zijn, de redactie ervan wijzigen ten einde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen.

Art. 54. La présente loi produit ses effets le 1er janvier 1971, à l'exception :

1° des articles 6, 17 et 42, lesquels entrent en vigueur six mois après la publication de la loi au *Moniteur belge*;

2° des articles 40, 41, 43, 44, 47, 49, 50, 51 et 52, 3°, lesquels entrent en vigueur le 1er janvier de l'année qui suit la publication de la loi au *Moniteur belge*;

3° des articles 37, 38 et 52, 2°, lesquels entrent en vigueur le 1er juillet 1971;

4° des articles 11, 34 et 39, lesquels entreront en vigueur le jour où les arrêtés royaux visés par les mêmes articles sortent leurs effets.

Art. 55. Par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres des dispositions transitoires peuvent être admises pour l'application des articles 39 et 40, alinéa 4, en vue d'adapter la situation des institutions universitaires au nouveau régime.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 27 juillet 1971.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

P. VERMEYLEN

Le Ministre de l'Education nationale,

A. DUBOIS

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

A. VRANCKX

Art. 54. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1971, met uitzondering van :

1° de artikelen 6, 17 en 42, die in werking treden zes maanden na de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*;

2° de artikelen 40, 41, 43, 44, 47, 49, 50, 51 en 52, 3°, die in werking treden op 1 januari van het jaar dat volgt op de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*;

3° de artikelen 37, 38 en 52, 2°, die in werking treden op 1 juli 1971;

4° de artikelen 11, 34 en 39, die in werking treden op de dag waarop de bij dezelfde artikelen bedoelde koninklijke besluiten in werking treden.

Art. 55. Bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit kunnen overgangsbepalingen worden toegelaten voor de toepassing van de artikelen 39 en 40, lid 4, ten einde de toestand van de universitaire instellingen aan het nieuw stelsel aan te passen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril, 27 juli 1971.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

De Minister van Nationale Opvoeding,

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :
De Minister van Justitie,

MINISTERE DES FINANCES
ET MINISTERE DES CLASSES MOYENNES

13 AOUT 1971. — Loi modifiant le statut
de la Caisse nationale de Crédit professionnel (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'alinéa 3 de l'article 7 du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel, annexé à l'arrêté royal du 2 juin 1956 portant refonte de ce statut, modifié par la loi du 17 avril 1969 portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel, est remplacé par la disposition suivante :

« Les engagements de la Caisse ne peuvent dépasser 30 milliards de francs. Toutefois, le Roi peut élever ce montant à 35 milliards de francs par libération successive de cinq tranches de 1 milliard de francs chacune. »

(1) Session 1970-1971.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 982.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 17 juin 1971.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants. — Rapport, n° 653.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 20 juillet 1971.

MINISTERIE VAN FINANCIEN
EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

13 AUGUSTUS 1971. — Wet tot wijziging van het statuut
van de Nationale Kas voor Beroepskrediet (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen, hetgeen volgt :

Enig artikel. Het derde lid van artikel 7 van het statuut van de Nationale Kas voor Beroepskrediet, gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 juni 1956 houdende omwerking van dat statuut en gewijzigd bij de wet van 17 april 1969 houdende verhoging van de grens der verbintenissen van de Nationale Kas voor Beroepskrediet, wordt vervangen door volgende bepaling :

« De verbintenissen van de Kas mogen 30 miljard frank niet overschrijden. De Koning kan echter dat bedrag op 35 miljard frank brengen door achtereenvolgens vijf tranches van elk 1 miljard frank vrij te geven. »

(1) Zitting 1970-1971.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet nr. 982.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Zitting van 17 juni 1971.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers. — Verslag, nr. 653.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Zitting van 20 juli 1971.